



PLAN D'ACTION RÉGIONAL 2025-2026

DIRECTION GÉNÉRALE
DE SERVICES QUÉBEC DU CENTRE-DU-QUÉBEC

Note aux lecteurs

Les données budgétaires et les informations sur les actions présentées dans ce document concernent l'année financière commençant le 1^{er} avril 2025 et se terminant le 31 mars 2026. Ce document présente par ailleurs certaines données qui concernent une année civile. Lorsque c'est le cas, cela est précisé.

Rédaction

Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Diffusion

Cette publication est accessible en ligne uniquement, dans la page Publications de la section consacrée au [ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale](#) du site Québec.ca.

Si vous éprouvez de la difficulté à consulter le document, vous pouvez obtenir de l'aide par [téléphone](#) ou par [courriel](#).

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2025

ISBN : 978-2-555-02095-5 (PDF)

© Gouvernement du Québec

Mot de la directrice générale de Services Québec du Centre-du-Québec

C'est avec plaisir que je vous présente le Plan d'action régional (PAR) 2025-2026 de Services Québec du Centre-du-Québec, élaboré avec la précieuse collaboration du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT). Ce plan d'action s'inscrit dans la continuité du plan d'action régional précédent tout en étant aligné sur la planification stratégique 2023-2027¹ du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS).

Ce plan est rédigé dans un contexte d'incertitude économique et de léger ralentissement conséquent du marché du travail dans notre région. De nouveaux défis et besoins émergents vont nécessiter une agilité, un travail encore plus soutenu de partenariat avec tous les acteurs du milieu et des interventions complémentaires auprès de nos clientèles, en collaboration avec les organismes spécialisés en employabilité. Services Québec du Centre-du-Québec entend jouer en ce sens un rôle d'importance auprès des individus et des entreprises, par ses différents services directs et son approche concertée.

En plus de ce contexte, la région du Centre-du-Québec soutient le développement de la filière batterie sur son territoire ainsi que plusieurs initiatives porteuses en lien avec le développement économique, l'occupation et la vitalité des territoires ainsi que la productivité et la croissance des entreprises. Services Québec est partie prenante de ces chantiers d'envergure, en collaboration avec les partenaires du milieu ainsi qu'avec les ministères et les organismes de la région.

Par ses services aux individus, Services Québec accompagne aussi les personnes vivant des obstacles à leur intégration et à leur maintien en emploi. Certaines de ces personnes peuvent être des prestataires de l'assistance sociale, d'où les arrimages nécessaires entre les unités de la région et les organismes intervenant auprès des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Les services gouvernementaux offerts sont aussi une façon de soutenir l'ensemble de la population dans ses relations avec les autres ministères et organismes publics afin d'obtenir des programmes et services.

1. MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE. [Plan stratégique 2023-2027](#).

En terminant, je tiens à remercier tout le personnel de Services Québec du Centre-du-Québec qui offre des services de qualité à l'ensemble de la population et aux entreprises de la région. Je tiens également à saluer nos partenaires qui s'impliquent activement afin d'améliorer le marché du travail, l'employabilité des individus, leur formation ainsi que les pratiques en gestion des ressources humaines des entreprises. Nos collaborations et notre complémentarité font du Centre-du-Québec une région dynamique, prête à relever tous les défis, au bénéfice de toutes et de tous.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Eliane Sfeir', with a stylized, cursive script.

Eliane Sfeir

Mot du président du Conseil régional des partenaires du marché du travail

J'ai le plaisir de vous présenter les engagements de notre région en matière de main-d'œuvre et d'emploi pour l'année 2025-2026, et ce, conformément aux exigences requises par la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail. Cet exercice de planification, qui est sous la gouverne de Services Québec du Centre-du-Québec, peut compter, entre autres, sur l'expertise des membres du CRPMT. Ces membres proviennent du milieu des affaires ainsi que des milieux syndical, communautaire, éducatif et gouvernemental. Ils interviennent en complémentarité et permettent de soutenir les actions de Services Québec en matière de main-d'œuvre et d'emploi².

En amont de cette planification, les membres du CRPMT ont été consultés. Je tiens à les remercier, car, de leur apport, des axes d'interventions liés au marché du travail dans la région ont pu être identifiés. Les enjeux actuels auxquels font face les entreprises en matière de positionnement économique, de productivité et de formation de la main-d'œuvre sont, particulièrement cette année, d'une grande importance. Ils suscitent des réflexions et des actions partagées par nos partenaires. De plus, les défis rencontrés par les travailleuses et travailleurs face à l'incertitude économique actuelle, aux nouvelles exigences du marché du travail en matière de littératie et de numératie, ainsi que les enjeux d'intégration et de maintien en emploi pour certaines personnes plus éloignées du marché du travail, sont des thèmes qui interpellent l'ensemble de notre région.

Au cours de la prochaine année, les membres du CRPMT alimenteront Services Québec du Centre-du-Québec par le partage d'informations sur la situation du marché du travail, les besoins identifiés et les initiatives pour soutenir les entreprises et les individus de notre région, dans un contexte en continuelle mouvance. Le CRPMT souhaite aussi demeurer à l'affût des répercussions possibles de l'imposition de tarifs douaniers. Enfin, les membres du CRPMT entendent s'impliquer dans le suivi de projets porteurs, comme celui de la filière batterie, pouvant influencer positivement l'état du marché du travail au Centre-du-Québec. Pour conclure, je tiens à souligner la précieuse contribution des partenaires du marché du

2. Pour connaître la composition du CRPMT, veuillez consulter l'annexe IV de ce document.

travail ainsi que celle du personnel de Services Québec à la réalisation des actions prévues en matière de main-d'œuvre et d'emploi dans ce nouveau plan d'action régional.



Denis Deschamps

Table des matières

Introduction.....	1
La Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec.....	2
De multiples programmes et services offerts.....	2
Des partenaires importants.....	3
L'évolution du marché du travail et les principaux enjeux régionaux	4
Les priorités régionales et les axes d'intervention liés aux principales orientations.....	19
Accroître la participation de toutes et de tous au développement social et économique.....	20
Partager un environnement de travail sain, stimulant et favorisant le développement du personnel	24
Faire évoluer nos services en cohérence avec les attentes de notre clientèle	25
Conclusion.....	27
Annexe I – Budget.....	28
Annexe II – Indicateurs de résultats et cibles	29
Annexe III – Organigramme.....	30
Annexe IV – Conseil régional des partenaires du marché du travail du Centre-du-Québec....	31
Annexe V – Organismes spécialisés en employabilité du Centre-du-Québec.....	34
Annexe VI – Tableau synoptique simplifié de la planification stratégique 2023-2027.....	35
Annexe VII – Caractéristiques des prestataires de l'assurance-emploi au Centre-du-Québec	36
Annexe VIII – Adultes prestataires de l'aide financière de dernier recours dans le Centre-du-Québec.....	38
Annexe IX – Intervention des services publics d'emploi au Centre-du-Québec auprès des individus	39
Annexe X – Lexique	41

Introduction

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale soutient la participation de la population, des entreprises, des organismes et des communautés au développement et à la prospérité du Québec. Il accompagne ses clientèles et favorise leur autonomie. Il offre un accès simplifié aux services gouvernementaux.

La Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec (DGSQCQ) a élaboré le présent plan d'action régional, qui s'inscrit dans la mission du Ministère. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur le Plan stratégique 2023-2027 du Ministère ainsi que sur la planification pour l'année 2025-2026 concernant les services publics d'emploi. De plus, elle a tenu compte des responsabilités et des ressources qui lui sont confiées, des attentes de résultats qui lui ont été communiquées par les autorités ainsi que de certains facteurs de contingence comme l'évolution du marché du travail et les besoins des clientèles.

En ce qui concerne l'année 2025-2026, la Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec a élaboré un plan d'action régional qui répond aux besoins et aux défis actuels identifiés du marché du travail. Pour ce faire, elle a pu compter sur la collaboration des organismes spécialisés en employabilité (OSE), des membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail ainsi que du personnel, notamment celui intervenant auprès des entreprises et des individus.

Le Plan d'action régional 2025-2026 du Centre-du-Québec retient plusieurs priorités, notamment l'amélioration de l'accès à l'emploi pour toutes et tous, l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail ainsi que le soutien aux entreprises dans leurs défis de recrutement et de rétention de la main-d'œuvre. De plus, des efforts seront déployés pour favoriser l'intégration socioprofessionnelle des personnes en situation de vulnérabilité et pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises et des secteurs d'activités de la région.

En résumé, le PAR reflète un engagement à répondre aux enjeux du marché du travail, en cohérence avec les orientations stratégiques du ministère. Il s'inscrit également dans une démarche concertée avec l'ensemble des acteurs impliqués dans les volets de l'emploi et de la main-d'œuvre, de la solidarité sociale et des services gouvernementaux.

La Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec

La Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec relève du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Elle compte quatre bureaux locaux, répartis sur le territoire pour servir la population, ainsi qu'un Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours (CARAFDR).

L'organigramme de la Direction générale est présenté à l'annexe III.

De multiples programmes et services offerts

Services gouvernementaux

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a pour mission d'offrir aux citoyennes et aux citoyens ainsi qu'aux entreprises un guichet multiservice afin de leur procurer un accès simplifié à des services gouvernementaux.

Ce guichet multiservice regroupe l'ensemble des services de première ligne et de deuxième ligne offerts à la population et aux entreprises, en personne, au téléphone et en ligne. Il s'agit notamment de services s'adressant aux clientèles du Ministère et à celles d'autres ministères et organismes gouvernementaux avec lesquelles le personnel de la Direction générale établit un contact direct.

Services publics d'emploi

Les services publics d'emploi contribuent à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail, à l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre de même qu'à la réduction des pertes d'emplois, du chômage et des obstacles à l'emploi.

Les services publics d'emploi sont offerts dans les bureaux de Services Québec. Pour offrir ces services, le Ministère collabore avec de nombreux partenaires, dont les établissements d'enseignement et les organismes spécialisés en employabilité.

Ils comprennent les services universels d'accueil, d'information sur le marché du travail et de placement, qui s'adressent à l'ensemble de la population et des entreprises. Ils comprennent également les services spécialisés, qui visent à aider les personnes devant surmonter des difficultés avant d'entreprendre une démarche qui, à terme, leur permettra d'intégrer le marché du travail ou de se maintenir en emploi.

Ils comprennent enfin les services aux entreprises, qui ont pour objectif d'aider les entreprises en ce qui concerne le développement des compétences de leur main-d'œuvre et l'amélioration de leurs pratiques en gestion des ressources humaines, notamment celles relatives au recrutement ou à la rétention de la main-d'œuvre.

La Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec se voit allouer un budget d'intervention lui permettant d'offrir les services publics d'emploi. Pour l'année 2025-2026, le budget initial pour la région est de 19 932 884 \$. Les renseignements sur la répartition des fonds pour l'année financière en cours et pour l'année financière précédente sont présentés à l'annexe I.

Programmes d'assistance sociale

Les programmes d'assistance sociale visent à attribuer une aide financière aux personnes et aux familles qui ne peuvent subvenir seules à leurs besoins en vue de favoriser leur autonomie économique et sociale. Ces programmes visent également à offrir une aide et un accompagnement aux adultes qui en bénéficient et qui ne sont pas en mesure d'entreprendre une démarche menant à l'emploi.

Des partenaires importants

La Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec travaille avec différents partenaires dont la contribution est capitale pour le développement économique et social dans la région. Parmi ces partenaires, on compte le Conseil régional des partenaires du marché du travail, les comités sectoriels de main-d'œuvre et les instances de développement économique régionales.

Elle peut également compter sur la collaboration des établissements de tous les ordres d'enseignement, des organismes spécialisés en employabilité et des organismes communautaires. Leur contribution permet d'offrir, dans les bureaux de Services Québec, des services répondant aux attentes de la population et des entreprises.

La Direction générale travaille par ailleurs avec des unités administratives de nombreux ministères et organismes gouvernementaux, entre autres pour simplifier l'accès aux services et pour assurer la continuité de ceux-ci et en améliorer l'efficacité.

L'évolution du marché du travail et les principaux enjeux régionaux

Imposition de tarifs douaniers et incertitude économique : des défis qui requièrent de l'agilité

Le Plan d'action régional 2025-2026 repose sur des éléments connus au moment de son élaboration.

Récemment, l'administration américaine a annoncé l'imposition de tarifs douaniers sur les exportations canadiennes vers les États-Unis. La fréquence et l'impact des modifications liées à ces tarifs créent une grande incertitude pour les entreprises du Québec, ce qui pourrait entraîner des répercussions importantes sur l'économie et l'emploi.

Dans ce contexte, les services publics d'emploi et les partenaires du marché du travail assurent une veille afin d'en analyser les conséquences sur le marché du travail québécois et d'apporter une réponse agile aux besoins des individus et des entreprises susceptibles d'être touchés par certaines décisions du gouvernement américain.

En de telles circonstances, cette planification pourrait être ajustée dans le courant de l'année. Les orientations du Plan d'action 2025-2026 permettent d'adapter les interventions des services publics d'emploi en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et des effets de cette dernière sur le marché du travail.

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ET PERSPECTIVES

La région du Centre-du-Québec compte cinq municipalités régionales de comté (MRC) : la MRC d'Arthabaska, la MRC de Bécancour, la MRC de Drummond, la MRC de L'Érable et la MRC de Nicolet-Yamaska. Elle comprend également deux territoires autochtones, soit Odanak et Wôlinak. En 2022, Drummondville est devenue une région métropolitaine de recensement (RMR). Près des trois quarts de la population se concentrent dans les MRC de Drummond et d'Arthabaska.

En effet, en 2023, la population du Centre-du-Québec était de 259 846 personnes, ayant enregistré un taux d'accroissement de 3,1 % depuis 2021. Au Québec, la variation est de 4,1 % pour cette même période³.

3. [Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2024](#).

Selon le scénario de référence de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population du Centre-du-Québec pourrait augmenter de 59 800 personnes d'ici 2051, soit une hausse de 23,7 %. Cette progression placerait la région parmi les quatre premières en matière de croissance démographique. Cette augmentation est principalement attribuable à la RMR de Drummondville, qui pourrait enregistrer à elle seule une hausse de 33,9 % de sa population, faisant d'elle la RMR avec la plus forte croissance au Québec. Ces projections sont basées sur les tendances actuelles en matière de natalité, de mortalité ainsi que sur la migration interrégionale, interprovinciale et internationale.

Le Centre-du-Québec obtient des gains migratoires dans ses échanges avec les autres régions du Québec. Son solde migratoire interrégional s'élevait à 1 148 personnes en 2023-2024. Ce nombre est en baisse pour une troisième année consécutive après avoir culminé à près de 2 800 personnes en 2020-2021. Néanmoins, il demeure parmi les plus élevés enregistrés par la région depuis que ces données sont compilées, soit depuis 2001-2002.

Les migrations internationales et interprovinciales ont engendré, pour leur part, des gains totaux de 2 965 personnes pour le Centre-du-Québec en 2023-2024. Ce solde migratoire externe est légèrement plus élevé que celui de 2022-2023. Ces gains découlent surtout des migrations internationales et du nombre croissant des personnes ayant le statut de résident non permanent. Les gains attribuables à l'immigration temporaire ont été par ailleurs deux fois supérieurs à ceux de l'immigration permanente. Par ailleurs, toutes proportions gardées, les gains migratoires externes du Centre-du-Québec sont plus faibles que ceux d'une majorité de régions en 2023-2024.

Vieillessement de la population

Au Centre-du-Québec, les effets du vieillissement de la population se font ressentir sur le marché du travail depuis plusieurs années. Les nombreux départs à la retraite et les difficultés à pourvoir les postes vacants reflètent bien ce phénomène. La proportion de la population âgée de plus de 65 ans est supérieure au Centre-du-Québec (23,2 %) à l'ensemble du Québec (20,2 %). Selon les dernières projections de l'ISQ, 25,4 % de la population régionale sera âgée de 65 ans ou plus en 2051 alors qu'au Québec, ce taux serait de 24,4 %⁴. Par ailleurs, la population en âge de travailler, soit les personnes

4. [Perspectives démographiques du Québec et de ses régions, 2021-2071. Édition 2024](#) Institut de la statistique du Québec. (2024). *Perspectives démographiques du Québec et de ses régions, 2021-2071. Édition 2024*. Institut de la statistique du Québec.

âgées de 20 à 64 ans, représente 55,6 % de la population totale, alors qu’à l’échelle provinciale, ce taux s’établit à 63 %. De plus, cette tranche de la population a décliné de 1,8 % entre 2016 et 2021 au Centre-du-Québec, alors que dans l’ensemble du Québec, elle a augmenté de 0,4 % durant cette même période.

TABLEAU 1 : POPULATION SELON LE GROUPE D'ÂGE, CENTRE-DU-QUÉBEC, 2021-2051

Année	Total	0-19	20-64	65+	85+	0-19	20-64	65+	85+
	Population (en milliers)					Part des groupes d'âge (%)			
2021	252 084	53 443	140 249	58 392	6 689	21,2 %	55,6 %	23,2 %	2,7 %
2031	278 513	58 304	145 345	74 864	10 106	20,9 %	52,2 %	26,9 %	3,6 %
2041	296 184	61 489	158 138	76 557	15 644	20,8 %	53,4 %	25,8 %	5,3 %
2051	311 877	66 892	165 688	79 297	18 713	21,4 %	53,1 %	25,4 %	6,0 %

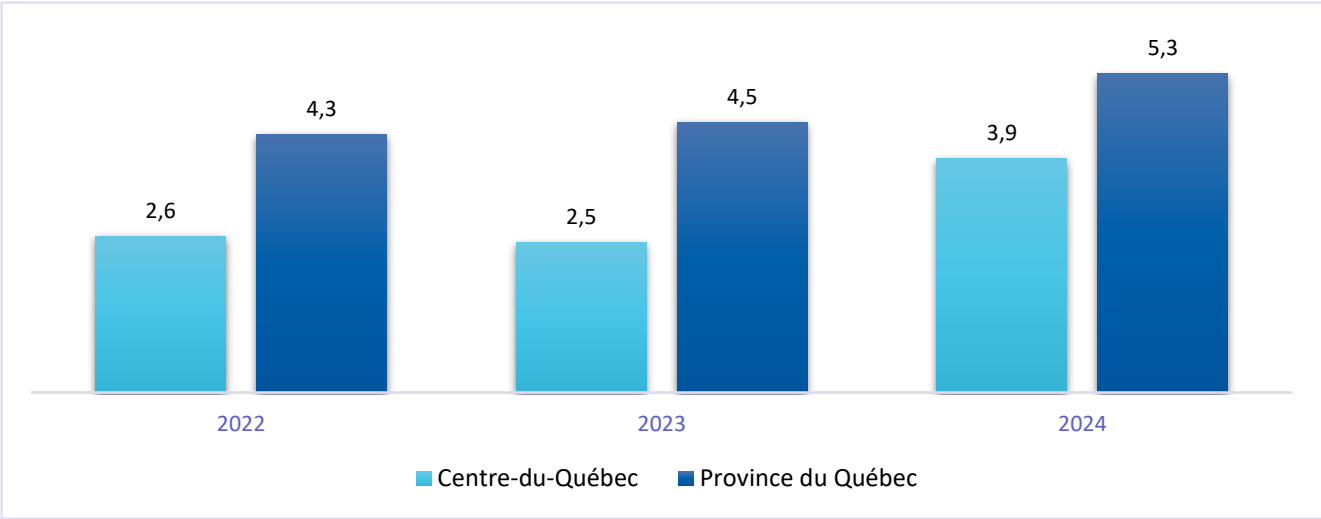
Source : Institut de la statistique du Québec, Perspectives démographiques du Québec et de ses régions, 2021-2071. Compilation régionale.

Malgré tout, entre 2021 et 2051, la population des jeunes âgés de 0 à 19 ans au Centre-du-Québec devrait augmenter de 25,2 %, ce qui placerait la région au deuxième rang au Québec en matière de croissance, après la Capitale-Nationale. Plus précisément, la région métropolitaine de recensement de Drummondville pourrait enregistrer une hausse de 39 % dans cette tranche d’âge, ce qui représenterait la croissance la plus élevée parmi toutes les RMR du Québec.

Augmentation du taux de chômage après un creux historique

En 2024, le nombre de personnes au chômage a connu une hausse importante au Centre-du-Québec. En effet, 5 400 personnes ont été en chômage, soit 2 100 de plus qu’en 2023. Le taux de chômage a ainsi progressé de 1,4 point de pourcentage (p.p.), atteignant 3,9 %. Bien que ce taux reste inférieur à la moyenne du Québec (5,3 %), l’augmentation dans la région a été plus marquée que celle des autres régions dans leur ensemble, où le taux global a grimpé de 0,8 p.p. par rapport à l’année précédente.

GRAPHIQUE 1 : TAUX DE CHÔMAGE DE LA POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS, CENTRE-DU-QUÉBEC ET ENSEMBLE DU QUÉBEC



Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles, 2024.

En ce qui a trait à la participation au marché du travail, les données de 2024 révèlent un taux d'activité de 63,5 %, enregistrant ainsi une légère augmentation de 1,0 p.p. par rapport à l'année précédente. En revanche, au Québec, le taux d'activité a diminué, passant de 65,3 % à 64,9 %, ce qui représente un recul de 0,4 p.p. durant la même période.

TABLEAU 2 : LES PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateur	Centre-du-Québec		Ensemble du Québec	
	2024	2023	2024	2023
Nombre d'établissements avec employés	ND	9 283	ND	278 278
Nombre d'emplois	132 300	129 800	4 566 000	4 522 800
Taux de postes vacants (%) ⁵	3,3	4,4	3,4	4,7

5. Moyenne des trois premiers trimestres de l'année.

Indicateur	Centre-du-Québec		Ensemble du Québec	
	2024	2023	2024	2023
Taux de chômage (%)	3,9	2,5	5,3	4,5
Taux d'activité (%)	63,5	62,5	64,9	65,3
Taux d'emploi (%)	61,0	60,9	61,4	62,4

Source : Statistique Canada. Registre des entreprises, Enquête sur la population active et Enquête sur les postes vacants et les salaires.

Stabilisation de l'emploi dans la région

Le nombre d'emplois a connu une légère augmentation de 1,9 % dans la région pour s'établir à 132 300 emplois, comparativement à l'année précédente (129 800 emplois). La croissance de l'emploi a entraîné une répercussion directe sur le taux d'emploi, qui a légèrement augmenté pour atteindre 61,0 % au Centre-du-Québec en 2024, soit un gain de 0,1 p.p. par rapport à l'année précédente. À cet égard, cette faible croissance du taux d'emploi est le résultat d'une augmentation importante de la population active (+4 700 au Centre-du-Québec). En effet, le nombre de personnes actives (personnes en emploi ou en recherche d'emploi), a augmenté de 3,5 % entre 2023 et 2024 pour se fixer à 137 800 personnes. Cette tendance est similaire à celle observée pour l'ensemble du Québec qui, malgré une croissance de l'emploi de 0,9 % par rapport à 2023, a vu son taux d'emploi diminuer de 1 point de pourcentage. Cette croissance s'est accompagnée d'une hausse du taux de chômage de 0,8 p.p. par rapport à 2023, pour s'établir à 5,3 %.

Le Centre-du-Québec reste ainsi en bonne posture par rapport à l'ensemble des régions au niveau de l'emploi, malgré les variations des indicateurs sur l'emploi en 2024.

Recul de l'emploi chez les femmes

En ce qui a trait au taux d'emploi chez les hommes de 15 ans et plus, il se fixe à 66,0 % en 2024, soit une augmentation de 2,2 p.p. par rapport à 2023. *A contrario*, le taux d'emploi chez les femmes a reculé de 2,4 p.p. par rapport à 2023, pour s'établir à 55,7 %. Les femmes enregistrent un taux global d'activité de 57,7 % (diminution de 1,5 p.p. par rapport à 2023), alors que chez les hommes, ce taux atteint 68,9 % (augmentation de 3,1 p.p. par rapport à 2023). Cette perte d'emploi chez les femmes touche

principalement celles qui occupent un emploi à temps partiel. On constate en effet une diminution de 3 500 emplois à temps partiel chez les femmes, ainsi qu'une perte de 400 emplois à temps plein par rapport à 2023.

TABLEAU 3 : LE TAUX D'EMPLOI SELON LE GROUPE D'ÂGE ET LE GENRE, CENTRE-DU-QUÉBEC, 2022-2024

Groupe d'âge	Hommes			Femmes		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
15+	63,5	63,8	66	59,9	58,1	55,7
15-24	74,3	75,5	75,6	76,3	72,6	81
15-64	81,6	81,3	83,5	81,9	79,3	75,8
55+	35	37,1	40,4	29,4	27,7	25,3
65+	13,2	17,1	18,8	8,1	7,6	7,2

Source : Statistique Canada. Enquête sur la population active.

TABLEAU 4 : LE TAUX D'EMPLOI DE DIFFÉRENTES CLIENTÈLES AU CENTRE-DU-QUÉBEC

Clientèle	2024	2023
Femmes	55,7 %	58,1 %
Hommes	66,0 %	63,8 %
Jeunes (15 à 24 ans)	78,2 %	74,1 %
Personnes de 55 ans et plus	33,0 %	32,3 %
Personnes autochtones (donnée globale du Québec, à titre indicatif)	57,1 %	52,2 %
Personnes immigrantes (donnée globale du Québec, à titre indicatif)	65,2 %	65,3 %

Source : Statistique Canada. Enquête sur la population active.

Recul du nombre de postes vacants

Bien que l'économie ait connu quelques fluctuations, elle a maintenu une trajectoire globalement favorable dans le Centre-du-Québec. Au quatrième trimestre de 2024, le nombre de postes vacants était estimé à 3 520, ce qui marque une baisse significative de 22 % par rapport à la même période en 2023⁶. De plus, lors de la mise à jour des derniers diagnostics portant sur l'état d'équilibre de la main-d'œuvre par profession à court et moyen termes, ce sont 172 professions qui ont été évaluées en déficit ou en léger déficit dans la région pour la période 2024-2028⁷. Parmi les secteurs présentant des professions en déficit ou en léger déficit, mentionnons la fabrication, la santé, l'agriculture, l'informatique, l'enseignement, le génie et le transport.

TABLEAU 5 : PORTRAIT COMPARATIF DU MARCHÉ DU TRAVAIL, QUÉBEC ET CENTRE-DU-QUÉBEC, 4^E TRIMESTRE 2023 ET 4^E TRIMESTRE 2024

	Québec		Centre-du-Québec	
	T4 2023	T4 2024	T4 2023	T4 2024
Postes vacants	152 435	121 275	4 200	3 240
Employées et employés salariés	4 543 900	4 604 500	132 000	127 700
Taux de postes vacants	3,8 %	3,0 %	3,4 %	2,6 %
Moyenne du salaire horaire offert (\$/h)	25,85	27,90	25,10	26,10
Nombre de personnes au chômage	234 400	281 000	3 500	7 100

Source : Statistique Canada. Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) et Enquête sur la population active (EPA), données trimestrielles.

Les principaux secteurs d'activité

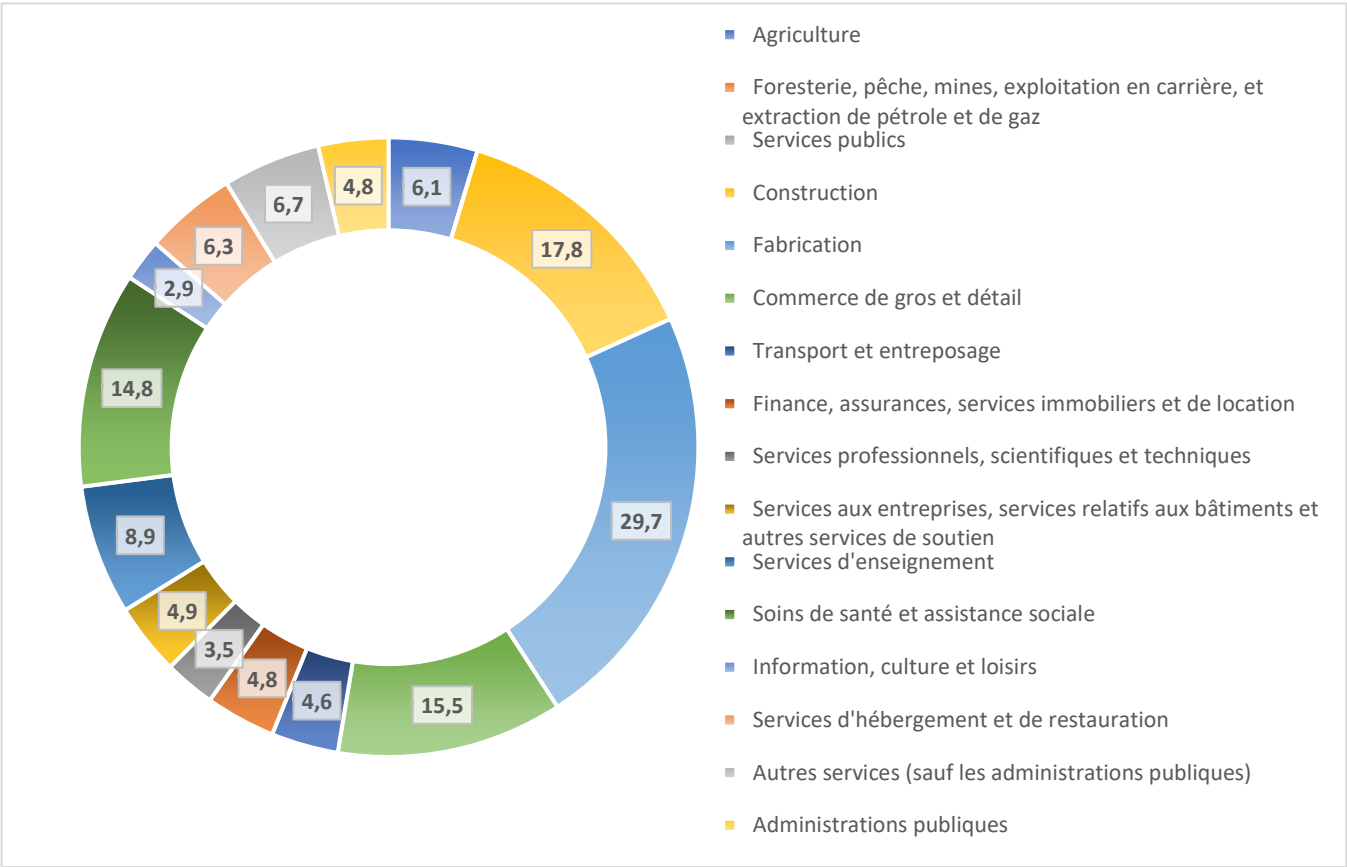
Le secteur de la fabrication demeure un secteur névralgique au Centre-du-Québec, regroupant 29 700 emplois en 2024, soit 22,4 % de l'ensemble des industries, comparativement à 11,0 % pour le Québec. Ce secteur a enregistré un gain de 2 400 emplois par rapport à 2023. Le secteur de l'agriculture, quant à lui, distingue le Centre-du-Québec des autres régions. Il représente 6 100 emplois, soit 4,6 % de

6. Institut de la Statistique du Québec. Les postes vacants au Québec, site Web consulté le 28 mars 2024.

7. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. État d'équilibre du marché du travail à court et moyen termes, édition 2024, p. 18.

l'emploi total, alors que dans l'ensemble du Québec, ce secteur occupe seulement 1,1 % des emplois. Par rapport à l'année précédente, le secteur de l'agriculture a 1 400 emplois recensés de plus.

GRAPHIQUE 2 : RÉPARTITION EN NOMBRE D'EMPLOI (EN MILLIERS) PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ AU CENTRE-DU-QUÉBEC EN 2024



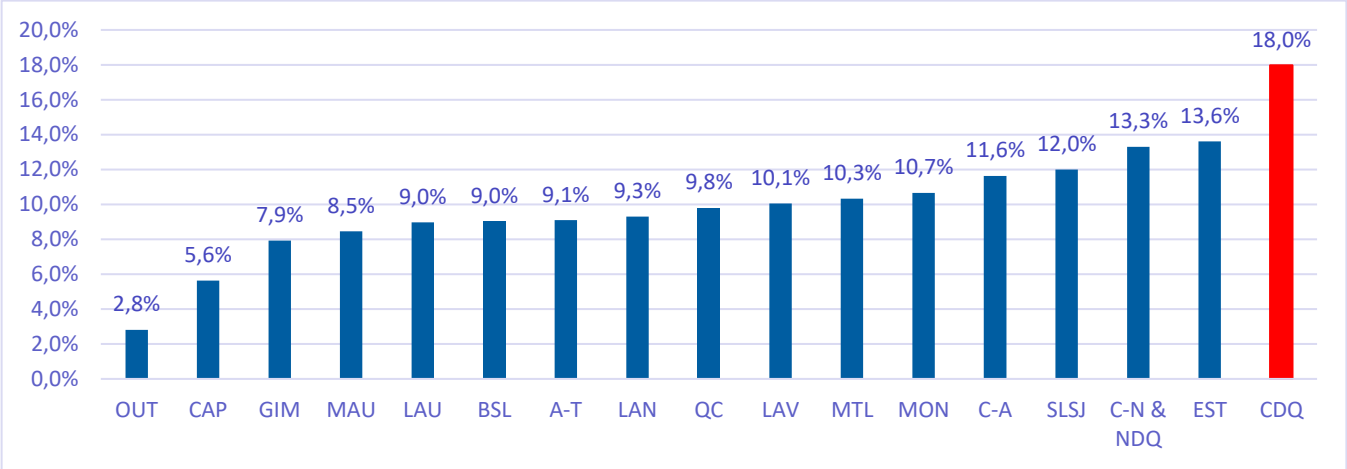
Source : Statistique Canada. Enquête sur la population active (EPA).

Imposition de tarifs douaniers et incertitude économique : des défis qui requièrent de l'agilité

Comme mentionné précédemment, la situation d'incertitude économique liée à l'imposition possible de tarifs douaniers devra être suivie de près en 2025-2026. Statistique Canada estime en effet qu'environ

18 % des emplois dans la région du Centre-du-Québec dépendent de la demande américaine⁸. Cette situation s'explique par le fait que 72 % des exportations du secteur manufacturier du Centre-du-Québec sont destinées au marché américain⁹. Ainsi, quelque 315 entreprises du Centre-du-Québec et plus de 24 000 personnes salariées pourraient être touchées par l'imposition de tarifs douaniers.

GRAPHIQUE 3 : PROPORTION DES EMPLOIS LIÉS À LA DEMANDE AMÉRICAINE PAR RÉGION ADMINISTRATIVE, 2024



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active (EPA).

La scolarisation au Centre-du-Québec en deçà de la moyenne provinciale

La scolarisation au Centre-du-Québec présente un écart notable par rapport à la moyenne provinciale. En 2023, 14,5 % de la population âgée de 25 à 64 ans n'avait pas de diplôme d'études secondaires, comparé à 9,6 % pour l'ensemble du Québec¹⁰. Les personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou une attestation d'équivalence représentaient 22,2 % de la population du Centre-du-Québec,

8. Baril, Hélène. (2025). Deux millions d'emplois à risque. *La presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/2025-01-11/tarifs-americains/deux-millions-d-emplois-a-risque.php>.

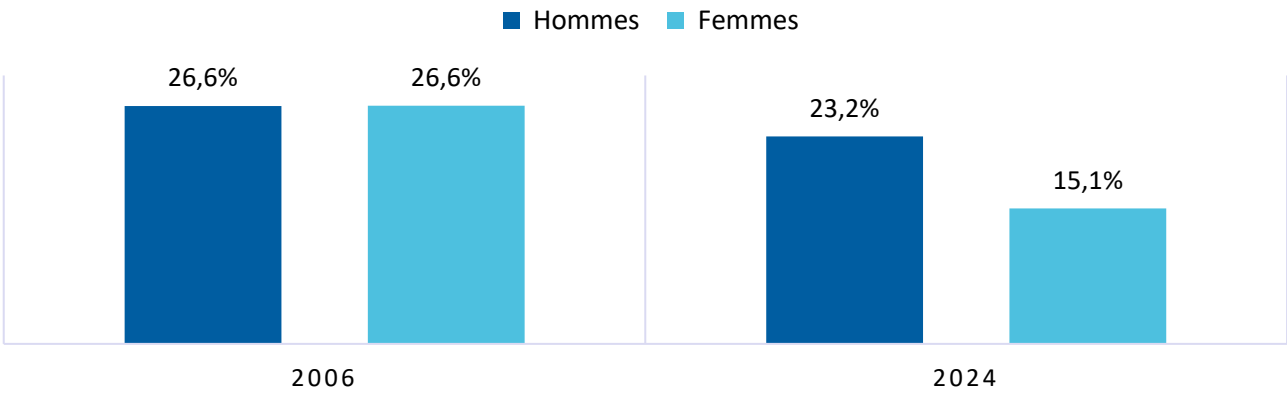
9. Beaupré, Éric. (2025). Impact des tarifs douaniers américains : une réponse proactive et structurée dans Victoriaville et sa région. *Vingt55*. <https://vingt55.ca/impact-des-tarifs-douaniers-americains-une-reponse-proactive-et-structuree-dans-victoriaville-et-sa-region/>.

10. Statistique Canada, Enquête sur la population active. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

comparativement à 14,7 % pour l'ensemble du Québec. La proportion des personnes diplômées d'une école de métiers ou ayant un certificat d'apprenti y est aussi plus élevée (26,8 %) que dans le reste du Québec (17,6 %). En revanche, la diplomation au niveau collégial a reculé au Centre-du-Québec pour s'établir à 18,3 %, par rapport à 21,1 % pour l'ensemble de la province. L'écart sur le plan de la diplomation universitaire est persistant, soit 18,2 % au Centre-du-Québec comparativement à 37 % au Québec.

Entre 2006 et 2024, la proportion de personnes âgées de 15 à 64 ans sans diplôme a diminué au Centre-du-Québec, tant chez les femmes que chez les hommes. Cette baisse est plus marquée chez les femmes (-11,5 points de pourcentage) que chez les hommes (-3,4 points de pourcentage)¹¹.

GRAPHIQUE 4 : PROPORTION DE LA POPULATION ÂGÉE DE 15 À 64 ANS QUI EST NON DIPLÔMÉE, CENTRE-DU-QUÉBEC, 2006 ET 2024



Source : Statistique Canada. Enquête sur la population active (EPA).

11. Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

L'adaptation de la formation continue

La formation continue est une solution à ce phénomène qui permet de répondre à l'évolution et à la transformation continuelle des besoins du marché du travail et de la main-d'œuvre. L'adaptation de la formation continue au marché du travail a pour objectif de maximiser les possibilités de développement des compétences dans les entreprises et auprès des travailleuses et travailleurs.

Elle ne se limite pas à répondre aux besoins immédiats, mais s'inscrit dans une perspective à long terme. Cela favorise le développement professionnel des travailleuses et travailleurs, tant au niveau des compétences nécessaires à l'automatisation de certains procédés qu'à la qualification à l'interne. Ainsi, cela permet de pallier les difficultés de recrutement et d'assurer le maintien en emploi, la polyvalence et l'autonomie professionnelle des travailleuses et travailleurs. L'importance de la formation continue au Centre-du-Québec, de même que l'amélioration de la littératie et de la numératie dans la population, fait l'unanimité, surtout pour soutenir la transformation énergétique et la transition vers une économie plus performante.

L'accompagnement de certaines clientèles éloignées du marché du travail

En dépit des postes vacants toujours disponibles dans la région, plusieurs personnes ont un besoin accru d'accompagnement afin d'occuper un emploi de façon durable, particulièrement les prestataires des programmes d'assistance sociale ainsi que celles et ceux faisant partie de groupes de la population sous-représentés sur le plan de l'emploi comme :

- les personnes handicapées;
- les travailleuses et travailleurs expérimentés âgés de plus de 55 ans;
- les personnes immigrantes admises au Canada depuis moins de 5 ans;
- les personnes judiciairisées;
- les personnes des Premières Nations et personnes Inuit;
- les personnes faiblement scolarisées;
- les jeunes âgés de 24 ans et moins;
- les femmes;
- les cheffes et chefs de famille monoparentale.

Afin d'aider ces clientèles à intégrer le marché du travail et à se maintenir en emploi de manière durable, un accompagnement leur est offert en fonction de leur situation. Ces personnes sont en effet plus susceptibles d'être confrontées à des obstacles qui complexifient leur capacité à trouver un travail, ce qui accroît le risque de pauvreté et d'exclusion sociale.

Selon les circonstances, une formation pourrait être envisagée pour les amener à améliorer leur employabilité et à répondre aux besoins du marché du travail dans certains secteurs prioritaires par le gouvernement, notamment ceux de l'Opération main-d'œuvre, comme :

- la santé (sauf les établissements publics);
- les services de garde éducatifs;
- le génie;
- les technologies de l'information;
- la construction;
- la filière batterie;
- les filières industrielles et scientifiques;
- les sciences de la vie.

En effet, les services publics d'emploi peuvent proposer des solutions aux employeurs qui ont à relever des défis liés à la main-d'œuvre. C'est notamment le cas de ceux qui doivent s'adapter aux changements du contexte international, en particulier dans les secteurs les plus touchés, ou de ceux qui souhaitent stimuler leur productivité ou amorcer des transformations numériques ou énergétiques.

La stabilisation du nombre de prestataires des programmes d'assistance sociale

Le nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale, incluant les programmes d'aide financière de dernier recours, le Programme de revenu de base ainsi que le Programme objectif emploi, a diminué de 1,6 % entre janvier 2024 et janvier 2025 (-138 prestataires), pour s'établir à 8 415. En janvier 2025, la proportion des hommes prestataires des programmes d'assistance sociale dans le Centre-du-Québec était de 56,2 %, alors que celle des femmes était de 43,8 %. La majorité des prestataires des programmes d'assistance sociale (50,5 %) ont atteint une scolarité de niveau primaire ou de secondaire I à IV. Un pourcentage important des prestataires de l'aide sociale (58,7 %) n'a obtenu aucun diplôme au Centre-du-Québec, comparativement à 39,3 % pour l'ensemble de la province.

Au Centre-du-Québec, une grande proportion des prestataires de l'aide financière de dernier recours, laquelle inclut les programmes d'aide sociale et de solidarité sociale, cumule une durée de 48 mois et plus (71,3 %). Le programme de l'aide sociale a dénombré 4 422 prestataires en janvier 2025, ce qui représente 36 prestataires de moins par rapport à janvier 2024. Le groupe d'âge des 55 ans et plus représentait 24,4 % des prestataires. Le deuxième groupe d'âge le plus représenté est celui des 30 à 34 ans avec une proportion de 12 %, suivi de près du groupe des 40 à 44 ans avec une proportion de 11,8 %.

Dans la région, le nombre de prestataires de l'aide sociale sans contrainte à l'emploi était de 3 068 en janvier 2025, ce qui représente une diminution de trois (3) individus comparativement à janvier 2024.

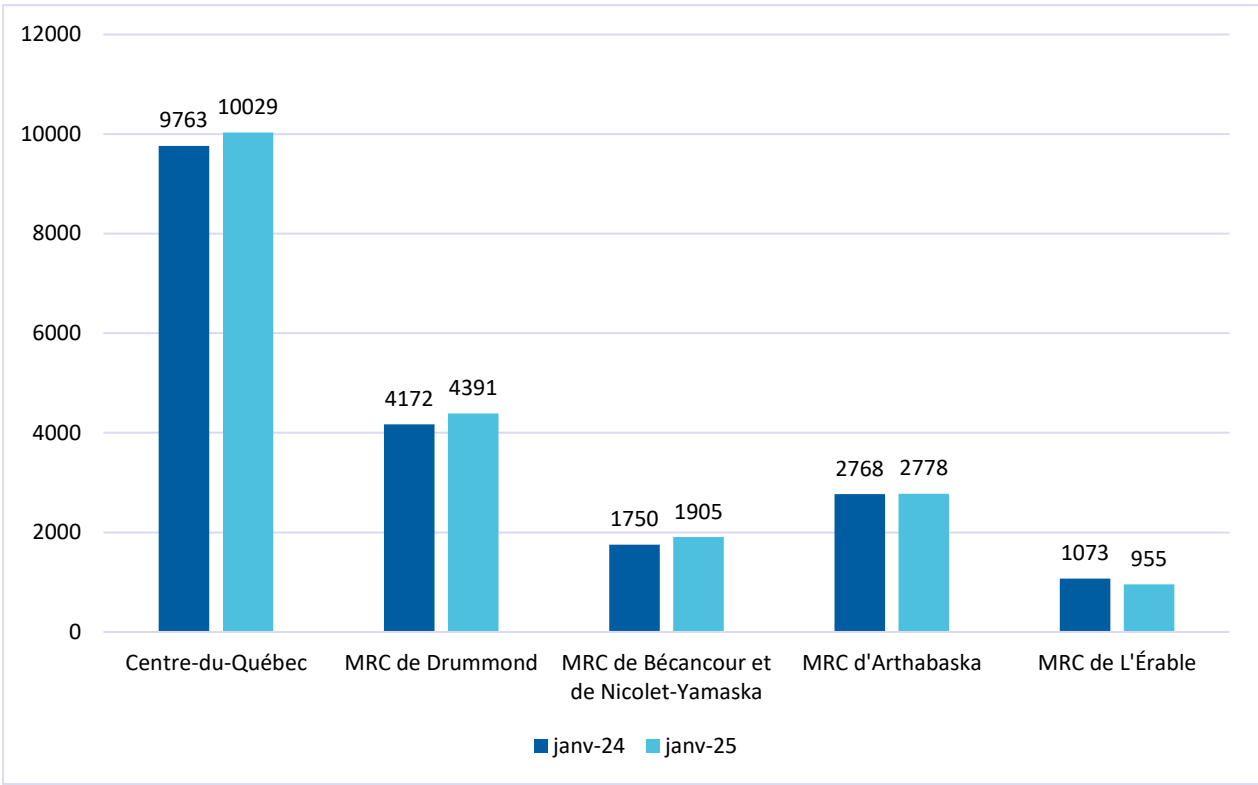
Par ailleurs, le nombre d'adultes prestataires de solidarité sociale a diminué au cours de l'année écoulée. En effet, le Centre-du-Québec a enregistré une baisse de 3,6 % des prestataires, passant de 863 en janvier 2024 à 832 personnes en janvier 2025 alors qu'ailleurs au Québec, il a été constaté une diminution de 4,5 % du nombre de prestataires durant la même période (1 138 prestataires de moins).

La hausse du nombre de prestataires de l'assurance-emploi

En janvier 2025, le Centre-du-Québec a enregistré une hausse du nombre de prestataires de l'assurance-emploi, atteignant 10 029, soit une augmentation de 2,7 %, comparativement à la même période de l'année précédente¹². Par ailleurs, presque toutes les MRC du territoire ont enregistré une hausse du nombre de prestataires entre janvier 2024 et janvier 2025, sauf la MRC de L'Érable. De ce nombre, certaines personnes vivent des obstacles à leur retour sur le marché du travail et font partie des clientèles prioritaires pour les services publics d'emploi.

12. Voir l'annexe VII, tableau 7.

GRAPHIQUE 5 : NOMBRE DE PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI, MRC DU CENTRE-DU-QUÉBEC, JANVIER 2024 ET 2025



Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, données administratives issues de Service Canada.

La stabilisation des bassins de clientèle des services publics d'emploi

Malgré cette hausse, le marché du travail actuel est caractérisé par un faible nombre de personnes sans emploi et à la recherche d'un emploi nécessitant des services publics d'emploi. Au cours de l'année 2023-2024, une augmentation de 12,8 % de la clientèle aux services publics d'emploi a été observée par rapport à l'année précédente. Cette hausse est de 5,1 % depuis les cinq dernières années pour l'ensemble des clientèles¹³. Il est à noter que cette variation est le fait surtout des personnes sans soutien public du revenu alors qu'il est observé une baisse pour la clientèle de l'assistance sociale (-4,1 %) et pour les prestataires de l'assurance-emploi (-7,0 %). De plus, pour la grande majorité des

13. Voir l'annexe IX.

mesures des services publics d'emploi, le nombre de personnes participantes n'a cessé de diminuer au cours des cinq dernières années, en particulier dans les mesures de formation et de subvention salariale.

Au Québec, cette tendance à la baisse s'observe également avec une diminution de 25,8 % pour l'ensemble de la clientèle, de 29,1 % pour les prestataires de l'assurance-emploi et de 28,4 % pour la clientèle de l'assistance sociale au cours des cinq dernières années.

Ainsi, pour l'année 2025-2026 et les années à venir, les services publics d'emploi continueront de composer avec la stabilisation du bassin de personnes ayant besoin de services pour trouver un emploi et s'y maintenir.

L'accès aux services gouvernementaux

TABLEAU 6 : ACHALANDAGE DANS LES BUREAUX DE SERVICES QUÉBEC DU CENTRE-DU-QUÉBEC

Achalandage		Bureaux de Services Québec				Total	Cumulatif d'avril 2024 à janvier 2025
		Bécancour	Drummondville	Plessisville	Victoriaville		
Nombre de personnes	Janvier 2024	170	791	248	362	1 571	16 032
	Janvier 2025	43	1 174	179	536	1 932	18 005
	Moyenne par jour	2	56	9	26	93	88

Principaux services gouvernementaux¹⁴

Les unités locales de la région reçoivent également la clientèle pour l'obtention de services gouvernementaux. L'achalandage est en augmentation, les unités ayant desservi près de

14. Registre d'achalandage – Centre-du-Québec. Janvier 2025, Fichier SQ1_17_202501.

2 000 personnes de plus en comparaison entre janvier 2024 et janvier 2025. Voici les principales informations demandées par les citoyennes et les citoyens :

1. MESS – Aide financière : 14 205 (remise ou réception d'un document et information à la clientèle MESS);
2. Référence au comptoir : 2 852;
3. MESS – Emploi – Services aux individus : 2 132 (remise ou réception d'un document et information à la clientèle);
4. MESS – Aide financière – Demandeuses et demandeurs d'asile : 1 653 (remise ou réception d'un document et information à cette clientèle);
5. Renseignement gouvernemental – Information : 1 263.

La période de référence de ces données, qui sont les plus récentes disponibles, s'étend du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 et couvre l'ensemble de la région.

Les priorités régionales et les axes d'intervention liés aux principales orientations

Les priorités régionales établies par la Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec, après consultation auprès de ses partenaires, sont les suivantes :

1. Partager des données sur les besoins du marché du travail et de son évolution au Centre-du-Québec, en tenant compte du contexte d'incertitude économique, afin de soutenir les interventions et la prestation de services, notamment en lien avec le développement des projets porteurs, comme celui de la filière batterie.
2. Accompagner les entreprises dans leurs pratiques en matière de gestion des ressources humaines afin de les aider à évoluer dans un marché du travail en transformation.
3. Soutenir l'intégration et le maintien en emploi de la clientèle jugée prioritaire, et ce, en collaboration avec les organismes spécialisés en employabilité et les partenaires du territoire.
4. Favoriser le développement des compétences requises des personnes en emploi et celles sans emploi afin d'améliorer l'adéquation formation-emploi au Centre-du-Québec.
5. Contribuer à améliorer la situation socioéconomique des personnes qui vivent en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

Accroître la participation de toutes et de tous au développement social et économique

Cette orientation, présentée dans le Plan stratégique 2023-2027 du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, est liée à quatre objectifs qui concernent les directions générales de Services Québec, dont un relatif à la solidarité sociale et trois relatifs à l'emploi et à la main-d'œuvre.

Interventions en matière de solidarité sociale

Voici les interventions établies en vue d'améliorer la situation économique des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale :

Objectif

Améliorer la situation socioéconomique des personnes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

Axe d'intervention : L'accompagnement de la clientèle permettant de répondre à ses besoins tant pour le volet socioéconomique que pour le volet de l'inclusion sociale

- Adapter les interventions pour répondre aux besoins exprimés par les personnes appartenant à la clientèle des programmes d'assistance sociale.
- Encourager la clientèle à exercer des activités qui favorisent leur insertion sociale, entre autres, en poursuivant le référencement vers des organismes publics et communautaires de la région ou vers d'autres ministères ou organismes publics.
- Participer à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale via différentes instances et divers comités qui ont pour but de favoriser l'inclusion socioéconomique des personnes démunies.
- Soutenir, par l'Alliance centricoise pour la solidarité et l'inclusion sociale, les acteurs locaux et régionaux dans leurs actions visant à établir les besoins de leur milieu et à trouver les solutions pour y répondre.

Interventions visant l'atteinte des objectifs relatifs à l'emploi et à la main-d'œuvre

Le Plan d'action des services publics d'emploi 2025-2026 contribue à l'atteinte de trois objectifs du Plan stratégique 2023-2027 :

- Intégrer en emploi les personnes ayant bénéficié d'une aide des services publics d'emploi.
- Accroître la proportion des prestataires des programmes d'assistance sociale qui se maintiennent en emploi après avoir participé aux interventions des services publics d'emploi.
- Aider les entreprises à adapter leurs pratiques de gestion des ressources humaines aux réalités actuelles du marché du travail.

Ces trois objectifs concernent la main-d'œuvre et l'emploi.

En plus de ces objectifs, le Ministère retient des orientations relatives à ceux-ci, qui sont inscrites dans le Plan d'action des services publics d'emploi 2025-2026. Pour chacune de celles-ci, des axes d'intervention sont ciblés par la DGSQCQ, en collaboration avec le Conseil régional des partenaires du marché du travail.

Orientation 1

Approfondir l'analyse des besoins du marché du travail en ce qui concerne les clientèles et les secteurs d'activité économique pour lesquels l'intervention est la plus pertinente.

Axe d'intervention : La diffusion d'information sur le marché du travail

- Poursuivre la diffusion d'information actualisée sur le marché du travail auprès des partenaires et des entreprises.
- Assurer une veille sur les répercussions possibles de l'imposition de tarifs douaniers sur les entreprises et les travailleuses et travailleurs du Centre-du-Québec.
- Alimenter les réflexions et fournir des données quant au développement de projets porteurs pour le Centre-du-Québec, notamment en lien avec la filière batterie.

- Favoriser une meilleure connaissance des principaux indicateurs du marché du travail et de leur incidence sur la vitalité économique du territoire.

Orientation 2

Outiller les personnes prêtes à intégrer le marché du travail en leur fournissant une aide d'appoint.

Axe d'intervention : L'accompagnement des personnes prêtes à intégrer le marché du travail

- Promouvoir les services universels offerts dans les bureaux de Services Québec ainsi que les salles multiservices.
- Offrir des services ponctuels et adaptés aux besoins des personnes à la recherche d'un emploi.
- Favoriser les arrimages entre les entreprises qui ont des besoins de main-d'œuvre et la clientèle en recherche active d'emploi.
- Faire la promotion du site [Québec emploi](#) ainsi que des emplois disponibles dans la filière batterie.
- Favoriser l'accès des femmes à des secteurs d'emploi en demande dans la région, qui sont majoritairement occupés par des hommes.

Orientation 3

Agir prioritairement et de façon soutenue auprès des personnes vulnérables sur le plan de l'emploi, pour lesquelles un accompagnement est essentiel à l'intégration durable sur le marché du travail.

Axe d'intervention : Mise en mouvement des personnes éloignées du marché du travail

- Outiller le personnel de Services Québec afin qu'il puisse accompagner davantage la clientèle plus éloignée du marché du travail.
- Adapter les interventions selon les besoins spécifiques de certaines clientèles ayant des obstacles à leur intégration au marché du travail (personnes handicapées, personnes autochtones, personnes immigrantes, personnes sous-scolarisées, etc.).
- Encourager la formation des personnes sans emploi dans des emplois en demande au Centre-du-Québec, notamment en lien avec la filière batterie.

Axe d'intervention : Soutien à la persévérance aux mesures et à la réussite des parcours des personnes accompagnées

- Documenter les motifs d'abandon aux mesures publiques d'emploi et identifier des interventions pour améliorer le soutien offert.
- Renforcer la collaboration et la communication entre les partenaires pour soutenir la persévérance des personnes participantes à une mesure des services publics d'emploi.

Orientation 4

Soutenir les employeurs, en particulier ceux issus des secteurs priorités par le gouvernement, qui font face à des défis liés à la main-d'œuvre et d'adaptation aux transformations du marché du travail.

Axe d'intervention : Le soutien et l'accompagnement des entreprises en recrutement et en gestion de leurs ressources humaines

- Soutenir les entreprises dans leurs démarches visant à améliorer leurs pratiques en gestion des ressources humaines, à accroître leur productivité, à amorcer la transition vers une économie plus verte ou à effectuer leur transformation numérique.
- Offrir des services-conseils adaptés aux besoins des entreprises ainsi qu'aux organismes communautaires et aux entreprises d'économie sociale de la région.
- Faire connaître aux employeurs les services de maintien en emploi qui sont disponibles dans la région.
- Faire connaître davantage, et de façon proactive, les services disponibles aux entreprises des secteurs priorités.

Axe d'intervention : La formation du personnel en emploi

- Privilégier une approche collective dans le développement des compétences des travailleuses et travailleurs par le recours à la mutualisation pour le développement de formations.
- Favoriser la formation continue auprès des personnes en emploi, en collaboration avec les établissements d'enseignement de la région.

Orientation 5

S'appuyer sur la mobilisation et la concertation des partenaires du marché du travail et des parties prenantes de la prestation de services pour atteindre les objectifs des services publics d'emploi.

Axe d'intervention : La collaboration et la concertation pour répondre aux besoins des clientèles et du milieu

- Favoriser des arrimages avec les autres régions qui vivent des situations similaires en lien avec leur marché du travail.
- Favoriser le partage d'information entre les partenaires du marché du travail, dont les CSMO, en lien avec le développement de la filière batterie à Bécancour, les répercussions potentielles de l'application de tarifs douaniers, ainsi que les besoins de main-d'œuvre et d'emploi, actuels et à venir.
- Identifier des projets ou des initiatives, en partenariat avec les différents acteurs de la région, pour répondre aux besoins spécifiques des différentes clientèles et à ceux des entreprises.
- Poursuivre les actions ciblées à certains plans d'action sectoriels ou stratégies clientèles (par exemple, l'occupation et la vitalité des territoires, la filière batterie, la clientèle féminine, les personnes handicapées, les personnes autochtones, etc.).

Partager un environnement de travail sain, stimulant et favorisant le développement du personnel

Cette orientation est tirée du Plan stratégique 2023-2027 du Ministère. Ce dernier vise à offrir à ses employés une expérience de travail mobilisatrice. Voici les axes d'intervention retenus.

Objectif 1

Agir ensemble pour une expérience employé mobilisatrice.

Axe d'intervention : Le suivi des pratiques favorisant la mobilisation et le bien-être du personnel

- Mettre en place des actions favorisant la mobilisation du personnel à la suite des coups de sonde menés.
- Optimiser la communication, la collaboration et la mutualisation entre les unités de la Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec.

Objectif 2

Cultiver notre expertise et notre potentiel.

Axe d'intervention : Le soutien au développement des personnes

- Soutenir la formation du personnel, notamment en matière de développement des compétences et sur les enjeux relatifs à l'équité, la diversité et l'inclusion.
- Favoriser le codéveloppement, l'accompagnement professionnel par les pairs et le mentorat.

Faire évoluer nos services en cohérence avec les attentes de notre clientèle

L'orientation 3 du Plan stratégique 2023-2027 du Ministère correspond à quatre objectifs, dont deux visent la qualité des services offerts. En ce qui concerne ces deux objectifs, voici les axes d'intervention retenus pour 2025-2026.

Objectif 1

Améliorer les services selon les attentes des clientes et des clients.

Axe d'intervention : L'adaptation de la prestation de services

- Accompagner, de façon personnalisée, les citoyennes et citoyens afin de favoriser leur autonomie dans les transactions qu'ils effectuent avec l'État, plus particulièrement à l'aide des services en ligne.
- Participer à l'identification des besoins et des attentes spécifiques des jeunes de la région concernant les services publics d'emploi.

Objectif 2

Faciliter l'accès aux services gouvernementaux.

Axe d'intervention : L'accompagnement de la clientèle

- Favoriser le partenariat et la complémentarité entre les lignes d'affaires de Services Québec et celles de partenaires gouvernementaux, et ce, dans un objectif de continuum de services.
- Favoriser les arrimages et la complémentarité entre les services aux entreprises et les services aux individus afin d'optimiser les interventions auprès de la clientèle.

Conclusion

Le Plan d'action régional 2025-2026 s'inscrit dans une vision globale et transversale, dont la finalité est de soutenir le développement économique et social de la région. En concertation avec les partenaires du marché du travail et les divers acteurs régionaux et locaux, Services Québec vise à répondre aux défis et enjeux actuels et futurs en matière d'emploi et de main-d'œuvre. Les actions retenues pour l'année 2025-2026 comprennent le partage de données sur les besoins du marché du travail et l'accompagnement des entreprises dans leurs pratiques de gestion des ressources humaines. En adaptant les interventions pour favoriser l'intégration et le maintien en emploi de la population, en soutenant le développement des compétences, en améliorant la situation socioéconomique des personnes vulnérables et en offrant des services gouvernementaux aux citoyennes et aux citoyens, Services Québec entend de ce fait répondre aux besoins identifiés par ses partenaires et son personnel lors des consultations tenues. Ces interventions se feront en concordance avec ses autres engagements, ses plans d'action spécifiques pour des clientèles ou sectoriels ainsi que ses planifications thématiques. C'est en adoptant ce regard d'ensemble que Services Québec du Centre-du-Québec s'investit à titre d'acteur incontournable du développement et de la prospérité de la région.

Annexe I – Budget

En 2025-2026, le budget préliminaire reçu est de 19 932 884 \$. Cette somme représente 3,04 % du budget total du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) réparti entre les différentes régions par le Ministère. Il s'agit d'une diminution de 2,2 %, comparativement au budget 2024-2025.

Ce montant sera investi dans la région afin d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi et de favoriser leur maintien en emploi, de soutenir le développement ou le rehaussement des compétences de la main-d'œuvre, ainsi que d'améliorer la gestion des ressources humaines des entreprises. Il sera réparti entre les quatre bureaux de Services Québec du territoire et les services régionalisés. Ces derniers permettent de financer des projets régionaux, dont les ententes avec les organismes spécialisés en employabilité.

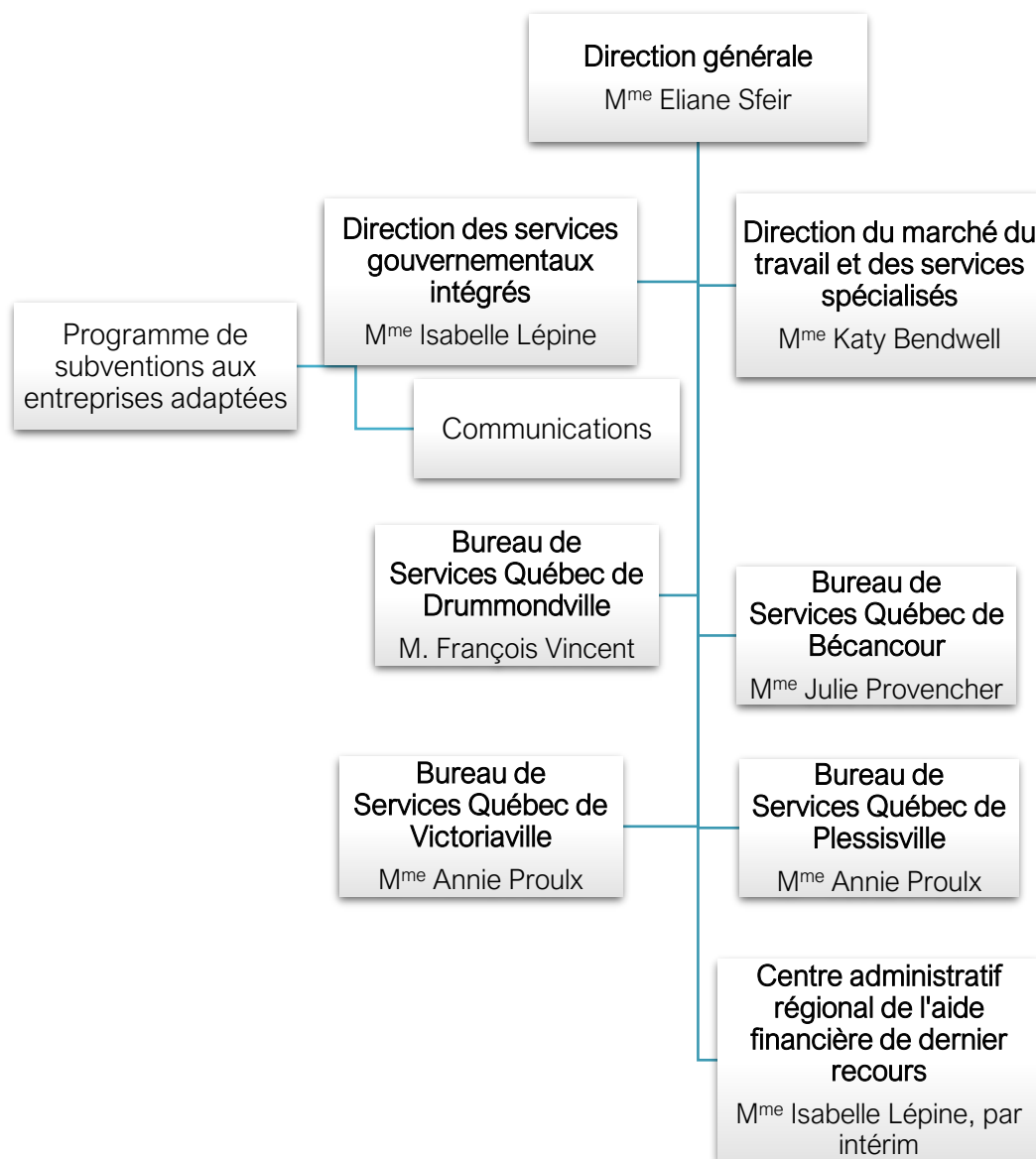
Annexe II – Indicateurs de résultats et cibles

Les engagements pris dans ce plan d'action sont en adéquation avec les cibles de résultats identifiées pour la région. Celles-ci tiennent compte des clientèles prioritaires ainsi que des secteurs priorités pour la période 2025-2026.

	Cibles régionales 2025-2026	Comparatif cibles 2024-2025
INDICATEURS CIBLÉS AU PLAN D'ACTION DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI		
Proportion des personnes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	59,9 %	56,3 %
Nombre de participants de l'assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	1 750	2 077
Proportion de participants de l'assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	56,6 %	56,4 %
Nombre de clients des programmes d'assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	592	722
Proportion des clients des programmes d'assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	45 %	42,5 %
Proportion d'entreprises aidées dans les activités et les secteurs priorités	40 %	40 %
Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO), dont le nombre de nouveaux participants au Programme d'apprentissage en milieu du travail (PAMT)	314	367

Annexe III – Organigramme

Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec (au 1^{er} avril 2025)



Annexe IV – Conseil régional des partenaires du marché du travail du Centre-du-Québec (au 1^{er} avril 2025)

Membres votants :

Membres représentant la main-d'œuvre	Membres représentant les entreprises	Membres représentant le milieu de la formation et le milieu communautaire
Karine Bolduc Vice-présidente Conseil central du Cœur-du-Québec	Stéphanie Allard Directrice générale Chambre de commerce et d'industrie Bois-Francis-Érable (CCIBFE)	Caroline Beaumont Coordonnatrice Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) - Service de la formation continue et de la formation hors campus
Sonia Laliberté Présidente Syndicat de l'enseignement des Bois-Francis	Guy Gagnon Directeur des ressources humaines Posi-plus technologies inc.	Ève Champagne Directrice générale Services intégrés pour l'emploi
Hugo Poiré Conseiller syndical et coordonnateur régional Mauricie-Centre-du-Québec Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	Alexandra Houle Directrice générale Chambre de commerce et d'industrie de Drummond (CCID)	Vicky Côté Directrice Service aux entreprises régionales du Centre-du-Québec (Le SAE)
Maxime Sauvageau Directeur des ressources humaines Fédération de l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Centre-du-Québec et du Centre d'emploi agricole	Jennifer Poiré Présidente Groupe Castech Plessitech inc.	Denis Deschamps <i>président du CRPMT</i> Directeur général Cégep de Victoriaville

Membres représentant la main-d'œuvre	Membres représentant les entreprises	Membres représentant le milieu de la formation et le milieu communautaire
Poste vacant	Malka Roy Directrice générale Pôle d'économie sociale du Centre-du-Québec	Frédéric Gagnon Directeur général adjoint Centre de services scolaire des Bois-Francis (CSSBF)
Poste vacant	Poste vacant	Annie Richard <i>vice-présidente du CRPMT</i> Directrice générale Carrefour jeunesse-emploi (CJE) du comté de Nicolet-Bécancour
Membre responsable du développement régional	Membre représentant le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	
Poste vacant	Eliane Sfeir <i>secrétaire du CRPMT</i> Directrice générale Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec	

Membres non-votants :

Membre désigné par le ministère de l'Éducation	Membre désigné par le ministère de l'Enseignement supérieur	Membre désigné par la Commission de la construction du Québec
Éric Boucher Conseiller aux partenariats et à la concertation Direction générale des enquêtes et des régions Ministère de l'Éducation	Julie Roy (en remplacement temporaire de Marie-Claude Gauthier) Conseillère régionale en enseignement supérieur (Estrie et Centre-du-Québec) Direction des interventions régionales et du maillage Ministère de l'Enseignement supérieur	Lysanne Brunet Cheffe de section par intérim - Développement des compétences Direction de la formation professionnelle Commission de la construction du Québec (CCQ)

Membres non-votants invités :

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Cégep de Drummondville	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
Céline Girard Directrice régionale Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Lucie Marchessault Directrice Direction de la formation continue et des services aux entreprises Cégep de Drummondville	Nicolas Martin Directeur territorial Direction territoriale de la Montérégie, de l'Estrie et du Centre-du-Québec Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	Conseil des Abénakis d'Odanak	
Charles-Étienne Olivier Directeur Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	Daniel G. Nolett Directeur général Conseil des Abénakis d'Odanak	

Annexe V – Organismes spécialisés en employabilité du Centre-du-Québec

- **Abrimex** – entreprise d'entraînement
- **Accès travail** – personnes immigrantes
- **Carrefour jeunesse-emploi (CJE) Arthabaska** – personnes de 35 ans et moins
- **Carrefour jeunesse-emploi (CJE) comté Nicolet-Bécancour** – personnes de 35 ans et moins et personnes immigrantes
- **Carrefour jeunesse-emploi (CJE) Drummond** – personnes de 35 ans et moins
- **Carrefour jeunesse-emploi (CJE) des comtés de Richmond et Drummond-Bois-Francis** – personnes de 35 ans et moins
- **Centre d'emploi agricole (Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec)** – travailleuses et travailleurs agricoles
- **Impact Emploi de L'Érable** – toute clientèle
- **Novem emploi** – travailleuses et travailleurs expérimentés
- **Centre de ressources pour personnes judiciairisées inc. (OPEX)** – personnes judiciairisées
- **Partance, Centre d'emploi pour femmes inc.** – clientèle féminine
- **Partenaires régionaux pour l'insertion sociale par l'économie (PRISE) inc.** – entreprise d'insertion
- **Service externe de main-d'œuvre Centre-du-Québec (SEMOCQ)** – personnes handicapées
- **Services intégrés pour l'emploi (SIE)** – clientèle féminine
- **Stratégie Carrière inc.** – personnes de 36 ans et plus

Annexe VI – Tableau synoptique simplifié de la planification stratégique 2023-2027 du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ENJEU 1 : La participation de toutes et de tous au développement social et économique	
Orientation	Objectifs
1. Accroître la participation de toutes et de tous au développement social et économique	1.1 Améliorer la situation socioéconomique des personnes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. 1.2 Intégrer en emploi les personnes ayant bénéficié d'une aide des services publics d'emploi. 1.3 Accroître la proportion des prestataires des programmes d'assistance sociale qui se maintiennent en emploi après avoir participé aux interventions des services publics d'emploi. 1.4 Augmenter le nombre d'organismes communautaires financés par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS). 1.5 Aider les entreprises à adapter leurs pratiques de gestion des ressources humaines aux réalités actuelles du marché du travail.
ENJEU 2 : Une expérience employé inspirante	
Orientation	Objectifs
2. Partager un environnement de travail sain, stimulant et favorisant le développement du personnel	2.1 Agir ensemble pour une expérience employé mobilisante. 2.2 Cultiver notre expertise et notre potentiel.
ENJEU 3 : Des services de qualité, simples, intégrés et accessibles	
Orientation	Objectifs
3. Faire évoluer nos services en cohérence avec les attentes de notre clientèle	3.1 Améliorer les services selon les attentes des clients. 3.2 Faciliter l'accès aux services gouvernementaux. 3.3 Faciliter l'utilisation de <i>Mon dossier</i> . 3.4 Assurer une meilleure protection du public par l'optimisation des registres de l'État.

Annexe VII – Caractéristiques des prestataires de l'assurance-emploi au Centre-du-Québec

TABLEAU 7 : CARACTÉRISTIQUES DES PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI, JANVIER 2024 ET JANVIER 2025¹⁵

	Janvier 2024	Homme	Femme	Janvier 2025	Homme	Femme	Variation	%
Total	9 763	7 397	2 366	10 029	7 555	2 474	266	2,7 %
15-24 ans	956	791	165	961	797	164	5	0,5 %
25-34 ans	2 106	1 723	383	2 210	1 752	458	104	4,9 %
35-44 ans	2 231	1 726	505	2 309	1 827	482	78	3,5 %
45-54 ans	1 761	1 233	528	1 833	1 323	510	72	4,1 %
55-64 ans	1 997	1 365	632	1 969	1 297	672	-28	-1,4 %
65 ans et plus	712	559	153	747	559	188	35	4,9 %

15. La somme des différents types de clientèle peut être supérieure au total puisqu'une même personne peut être à la fois prestataire de l'assistance sociale et prestataire de l'assurance-emploi (double statut).

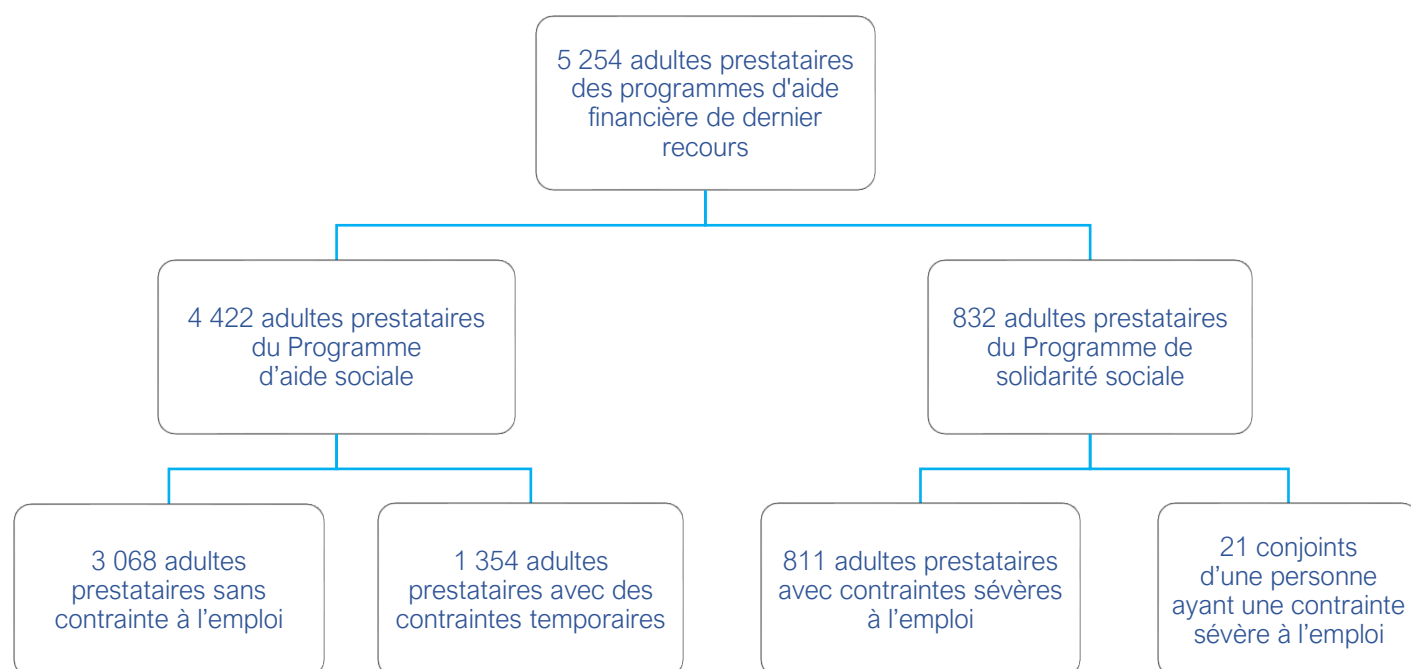
TABLEAU 8 : CARACTÉRISTIQUES DES ADULTES PRESTATAIRES DU PROGRAMME D'AIDE SOCIALE, JANVIER 2024 ET JANVIER 2025¹⁶

	Janvier 2025	Hommes	Femmes	Janvier 2024	Hommes	Femmes	Variation	%
Nombre total de prestataires	4 422	2 473	1 949	4 458	2 546	1 912	-36	-0,8 %
Prestataires sans contrainte temporaire	3 068	1 884	1 184	3 071	1 940	1 131	-3	-0,1 %
Prestataires présentant des contraintes temporaires	1 354	589	765	1 387	606	781	-33	-2,4 %
Personnes nées hors Canada	639	301	338	843	484	359	-204	-24,2 %
Âgés de moins de 25 ans	350	176	174	406	219	187	-56	-13,8 %
Âgés de 25 à 34 ans	1 046	564	482	1 108	611	497	-62	-5,6 %
Âgés de 35 à 44 ans	1 082	621	461	1 088	632	456	-6	-0,6 %
Âgés de 45 à 54 ans	917	529	388	844	515	329	73	8,6 %
Âgés de 55 ans ou plus	1 027	583	444	1 012	569	443	15	1,5 %

16. Depuis janvier 2023, l'administration gouvernementale recueille les informations provenant des programmes d'assistance sociale en se basant sur les bureaux de proximité. En conséquence, les données sur les prestataires ont été actualisées.

Annexe VIII – Adultes prestataires de l’aide financière de dernier recours dans le Centre-du-Québec, janvier 2025

Au Centre-du-Québec, le nombre d’adultes prestataires du Programme de revenu de base s’établissait à 2 875 personnes en janvier 2025.



Annexe IX – Intervention des services publics d’emploi au Centre-du-Québec auprès des individus, comparatif sur 5 ans

	2018-2019	2023-2024	Variation % sur 5 ans	2024-2025 au 18 février 2025 ¹⁷
Ensemble des clientèles (nombre de nouvelles personnes participantes)				
Ensemble de la clientèle	7 496	7 876	5,1 %	5 358
Assistance sociale	2 391	2 292	-4,1 %	1 440
Assurance-emploi	5 350	4 976	-7,0 %	3 122
Sans soutien public du revenu	1 000	1 967	96,7 %	1 610
Par clientèle				
Femmes	3 252	3 216	-1,1 %	2 478
Hommes	4 244	4 660	9,8 %	2 880
Jeunes (moins de 35 ans)	3 487	3 494	0,2 %	2 539
Travailleuses et travailleurs expérimentés (55 ans et plus)	1 490	1 700	14,1 %	1 062
Personnes handicapées	972	1 077	10,8 %	890
Personnes autochtones	32	41	28,1 %	24
Personnes nées hors Canada	547	776	41,9 %	676

17. Les données pour l'année 2024-2025 ne sont pas complètes. Elles sont présentées à titre indicatif seulement.

Mesures SPE (nombre de nouvelles participations)				
Services d'aide à l'emploi (SAE)	3 136	3 075	-1,9 %	2 221
Projets de préparation pour l'emploi (PPE)	119	107	-10,1 %	88
Mesure de formation de la main-d'œuvre (MFOR)	934	454	-51,4 %	409
Soutien au travail autonome (STA)	49	25	-49,0 %	3
Subvention salariale (SS)	234	70	-70,1 %	60
Initiative ciblée pour travailleurs expérimentés (ICTE)	ND	8	ND	0
Contrat d'intégration au travail (CIT)	185	128	-30,8 %	107
Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA)	39	61	56,4 %	125
Recherche et innovation (RI)	68	59	-13,2 %	43
Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME)	7	9	28,6 %	8

Annexe X – Lexique

Population de 15 ans ou plus

Personnes âgées de 15 ans ou plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes qui vivent dans les « réserves indiennes », les pensionnaires d'institutions et les membres des Forces armées.

Population active

Personnes, parmi la population de 15 ans ou plus, en emploi ou au chômage.

Emploi

Personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à la catégorie des personnes occupées utilisée par Statistique Canada dans l'*Enquête sur la population active*.

Chômeuses ou chômeurs

Personnes sans emploi et qui cherchent activement un emploi.

Taux de chômage

Nombre de chômeuses et de chômeurs divisé par la population active et multiplié par 100.

Taux d'activité

Population active divisée par la population de 15 ans ou plus et multipliée par 100.

Taux d'emploi

Emploi divisé par la population de 15 ans ou plus et multiplié par 100.

